

Palestine : un peuple vivant, un Etat virtuel (I)

Pierre
VERHAS

6 novembre
2014



Le Grand Soir propose le premier de trois articles rédigés par Pierre Verhas qui vient d'effectuer un reportage en Palestine.

En trois chapitres, voici la relation d'un voyage de conscientisation en Palestine, en la partie Cisjordanie et Jérusalem Est. Ce voyage s'est déroulé du 19 au 26 octobre 2014 et a été organisé par l'association S Académie, agence de voyages « seniors » dépendant de la Fédération des Mutualités Socialistes du Brabant. Notre guide, Madame Rebecca Lejeune, a admirablement réussi à nous faire prendre conscience de l'épouvantable réalité de la vie des Palestiniens dans les « territoires occupés » et, grâce à elle, nous avons pu rencontrer des Palestiniens et des Israéliens militants qui nous ont apporté beaucoup tant sur le plan humain que par leur connaissance du terrain et leur vécu.

Le premier chapitre est consacré au fameux Mur dit de « séparation » ou de « sécurité », en réalité de la honte.

Si les choses vues là bas nous ont profondément marqués, l'objectif de ce qui suit est avant tout de faire partager notre ressenti et notre analyse étayée par les informations qui nous ont été apportées.

Chapitre I : le boa en béton armé

Israël est un fait. Qu'on le considère comme légitime ou non, il serait stupide de remettre cet Etat en question. Il a été reconnu en 1948 par l'ONU et – c'est le plus important – par les deux grandes puissances de l'époque : les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Cependant, si un fait est indéniable, il en est autrement d'un fait accompli. Et depuis la guerre des Six Jours de juin 1967, Israël n'a cessé de poser des faits accomplis.

L'occupation illégale de territoires, la colonisation de ceux-ci, le mur appelé « clôture de sécurité » ou « mur de séparation » sont des faits accomplis. Il faut le voir – et mieux encore – le traverser à un des rares points de passage d'Israël à la Palestine comme le check point situé au mur sur la route de Jérusalem (occupée par Israël ayant entre autres annexé la tombe de Rachel) à Bethléem (Palestine). C'est là qu'on peut réellement sentir cette oppression.



Le check point sur la route de Jérusalem à Bethléem. Un des seuls points où il est possible de traverser le mur. On remarquera que seules les voitures immatriculées en Israël (plaques jaunes) sont autorisées à franchir le mur. En revanche, il est interdit aux Israéliens de franchir le mur par mesure de sécurité.

En le voyant pour la première fois, j'ai ressenti cette même colère, cette identique révolte qui m'ont envahies début juillet 1974 lorsque j'ai vu le mur de Berlin. Comment des hommes peuvent-ils enfermer d'autres hommes sous le seul et fallacieux prétexte de la sécurité ? N'est-ce pas avant tout parce qu'ils les considèrent comme leurs ennemis intérieurs et extérieurs ?



Le mur est présent tout au long des limites municipales de Bethléem avec le territoire israélien. Il fait partie de la vie des Palestiniens. Jusqu'à quand ?

En réalité, le mur de « sécurité » ne cache-t-il des objectifs inavouables comme la « ghettoïsation » des Palestiniens ?

Le mur est un boa en béton armé. C'est l'image qui m'est venue à l'esprit, surtout après les explications qui nous ont été données par le journaliste militant israélien Michaël Warschawski. Le boa est ce serpent non venimeux qui

enroule sa proie afin de l'étouffer avant de la dévorer.



Les Palestiniens avec leur humour caustique ont baptisé la voirie qui longe le mur : Apartheid Avenue...

Un peu d'histoire

Après l'assassinat d'Yitzhak Rabin survenu à Tel Aviv le 4 novembre 1995, les accords d'Oslo signés en 1993 qui assuraient une cohabitation entre Palestiniens et Israéliens, furent progressivement démantelés par les gouvernements israéliens qui se sont succédé. L'année 2000 marqua un tournant. La violence qui avait diminué depuis Oslo, reprit de plus belle, suite à deux actes qui ne s'expliquent que par le refus d'aboutir à un compromis acceptable pour assurer une paix même relative.

En premier lieu, un rôle ambigu a été joué en 2000 par le Premier ministre de l'époque, le « travailliste » Ehud Barak. Le président Clinton avait organisé en juillet une conférence avec Ehud Barak et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Barak refusa toutes les propositions palestiniennes, n'en fit aucune et annonça que c'était Arafat qui avait saboté la conférence !

Cela eut de fâcheuses conséquences pour l'Autorité palestinienne. L'opinion palestinienne estima qu'elle était impuissante à mettre fin à l'occupation israélienne. Ce fut évidemment une nouvelle source de tension.

Ensuite, Ariel Sharon intervint. Le général devenu chef du Likhoud, le principal parti de l'opposition de droite, avait la réputation de lancer ses unités dans des batailles illégales comme en Egypte en 1973 et au Liban en 1982 où eut lieu le massacre du camp de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila dont les responsabilités réelles n'ont jamais pu être établies.



La provocation de Sharon sur l'Esplanade des mosquées déclencha la deuxième Intifada. Il n'aurait pas fait mieux, s'il l'avait souhaitée !

Il souhaite visiter l'Esplanade des mosquées à Jérusalem appelée « Esplanade du Temple » par les religieux israéliens. Un conflit latent y existe depuis 1999 : le rabbinat de Jérusalem souhaite y bâtir une synagogue afin de permettre aux Juifs d'y prier, ce que refusent les autorités musulmanes qui considèrent que ce lieu leur appartient.

Malgré les mises en garde des autorités israéliennes qui craignent le déclenchement d'une révolte, Ariel Sharon qui n'est pas spécialement religieux, visite l'Esplanade le 28 septembre 2000 afin de démontrer que les Juifs ont le droit d'y prier. Cette provocation déclencha la seconde Intifada appelée aussi « Intifada Al Aqsa » du nom de la deuxième mosquée de l'Esplanade.



Entrée de la mosquée Al Aqsa sur l'Esplanade des mosquées. Depuis la provocation de Sharon, l'entrée de celle-ci est interdite à tout non musulman.

Les extrêmes s'alimentent.

L'échec des accords d'Oslo, la faiblesse de l'autorité palestinienne et la provocation de Sharon réveillèrent les groupes palestiniens les plus radicaux.

L'intifada « Al Aqsa » est armée et conduite par des militants opposés aux accords d'Oslo. Il y a des membres des branches militaires du Fatah et du Hamas, du FDLP, du FLP et du Djihad islamique. L'insurrection devient incontrôlable et particulièrement violente. Sharon succédera à Barak en février 2001 et considérera Arafat et l'Autorité palestinienne comme responsables de l'insurrection qui devient de plus en plus violente. Les attentats suicides se multiplient en Israël même. Ainsi, plusieurs bus bondés – le bus est principal moyen de transport public en Israël – explosent dans la région de Netanya, un attentat suicide eut lieu dans une boîte de nuit de Tel Aviv. Ces tragédies rendirent l'atmosphère irrespirable pour les Israéliens comme pour les Palestiniens. En représailles, Tsahal procéda à des incursions meurtrières dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne.

Au printemps 2002, l'armée israélienne encercle le quartier général de Yasser Arafat à Ramallah, la capitale administrative de l'Autorité palestinienne. Il est accusé de soutenir les violences alors qu'il tente au contraire de calmer le jeu de peur de perdre les appuis internationaux dont il bénéficie. Et du côté des groupes palestiniens radicaux, il est taxé de faiblesse, voire de lâcheté. La violence reste donc maître, se poursuivra et est encore toujours latente aujourd'hui.

Un sérieux incident eut d'ailleurs lieu à Jérusalem à la fin de notre séjour. Une voiture conduite par un jeune Palestinien a foncé sur un groupe de Juifs israéliens près de la Vieille Ville. Le bébé d'une touriste colombienne a été tué. Le Palestinien a été abattu par la police des frontières. Le soir même, des heurts eurent lieu entre les forces de police et des jeunes Palestiniens voulant venger leur camarade. En même temps, ils s'attaquèrent à la ligne de tram qui longe la route Nord Sud qui sépare Jérusalem Ouest de Jérusalem Est, construite sur le no man's land d'avant 1967. Ce tram représente un symbole de l'occupation.

Le président israélien Reuven Rivlin s'est ému de ces incidents sanglants. Il a rencontré les représentants de la communauté des Arabes israéliens et leur a déclaré qu'il avait honte des massacres Kafr Kassem, un village arabe proche de Tel Aviv, qui ont eu lieu en octobre 1956. En réalité, le président a fait ce geste pour tenter d'apaiser la communauté arabe israélienne qui représente 20 % de la population et qui vit essentiellement à Jérusalem et au nord d'Israël, de crainte qu'elle se rallie à la cause palestinienne.

L'intifada Al Aqsa est loin d'être terminée !

Le mur de « sécurité »

L'idée d'une séparation physique entre les Palestiniens et les Israéliens est assez ancienne. Yitzhak Rabin la défendait déjà au début des années 1990. Ce n'est d'ailleurs pas une innovation.

En effet, un premier mur avait été bâti autour de Gaza durant la première Intifada (1987-1993), lorsque l'Etat hébreu entoura cette zone d'une barrière électrifiée infranchissable. Celle-ci lui permit de maintenir son autorité sur ses seize colonies ainsi que de contrôler les mouvements de Palestiniens.

La construction du mur séparant la Cisjordanie du territoire israélien antérieur à 1967 est décidée en 2002. Il consiste en une clôture trois fois plus haute et deux fois plus large que le mur de Berlin. Israël va annexer unilatéralement une partie substantielle de la Cisjordanie et resserrer les barrages militaires autour des villes palestiniennes, en y enfermant ainsi les habitants.

Il est structuré en éléments en béton armé modulables le long des zones urbaines et en clôtures de barbelés électrifiés en zone rurale.

La première étape « *consiste à séparer Israël de la majeure partie du nord de la Cisjordanie. La clôture suit les*

frontières de 1967 tout en y annexant de nombreuses colonies ; elle entoure étroitement plusieurs territoires-clés palestiniens et en découpe d'autres. Des zones palestiniennes comme le village de Qaffin se voient privées de 60 % de leurs terres agricoles, tandis que d'autres, comme la ville de Kalkilya, ne sont pas seulement privées de leurs terres, mais la clôture les coupe et de la Cisjordanie et d'Israël. Cette portion du mur coûte au gouvernement israélien plus d'un million de dollars le kilomètre et il est fortifié par des parois de béton de 8 mètres, des tours de contrôle tous les 300 mètres, des tranchées profondes de 2 mètres, des fils barbelés et des routes de contournement.

La première partie de ce mur « du Nord » s'étend sur 95 kilomètres de Salem à Kafr Kassem [le village où se perpétrèrent les massacres d'octobre 1956] et va aboutir de facto à une annexion de 1,6 % de la Cisjordanie incluant 11 colonies israéliennes et 10 000 Palestiniens. » (Mattheuw Brubacher, *Monde Diplomatique*, novembre 2002)



Des femmes palestiniennes habitant Bethléem et venant de Jérusalem sont contrôlées au check-point "Gilo Checkpoint" situé à l'entrée de Bethléem. Outre l'évidente humiliation, ces check points affectent gravement l'économie de la région et menacent même la santé des Palestiniens en bloquant les ambulances ! Cette photographie m'a été offerte par le directeur d'une école palestinienne dont je parlerai au troisième chapitre.

Du côté de Jérusalem, la situation est spécifique. De nouvelles colonies ont été construites tout autour du « grand Jérusalem ». Le mur sépare ainsi la population juive des colonies, des Arabes de Jérusalem-Est.

Des non citoyens

Notons un aspect particulier. Il existe à Jérusalem-Est des camps de réfugiés palestiniens datant de la « nabka » de 1948. Après la conquête de la partie orientale de Jérusalem, ces réfugiés ont perdu toute nationalité. Ils ne sont pas Jordaniens comme les habitants de Jérusalem Est et ils ne sont pas reconnus comme relevant de l'Autorité palestinienne qui n'a d'ailleurs aucun pouvoir sur la partie arabe de Jérusalem. Aussi, il leur est impossible de disposer de papiers, de circuler, de franchir les check points, bref, d'avoir une vie normale et de bénéficier d'une protection juridique. Ils vivent uniquement de l'aide des Nations Unies et de quelques pays arabes et européens. En plus de l'aspect dramatique et intolérable de leur situation, il s'agit là d'un foyer de tensions qui n'est pas prêt de s'éteindre.



Vue panoramique du mur séparant le camp de réfugiés Palestiniens Shu'fat de la municipalité de Jérusalem. Ces réfugiés au statut indéfini n'ont aucune possibilité d'accéder aux services municipaux de la ville de Jérusalem. C'est de l'apartheid pur et simple ! Cette photo nous a été offerte par le même directeur d'école.

L'objectif réel du mur

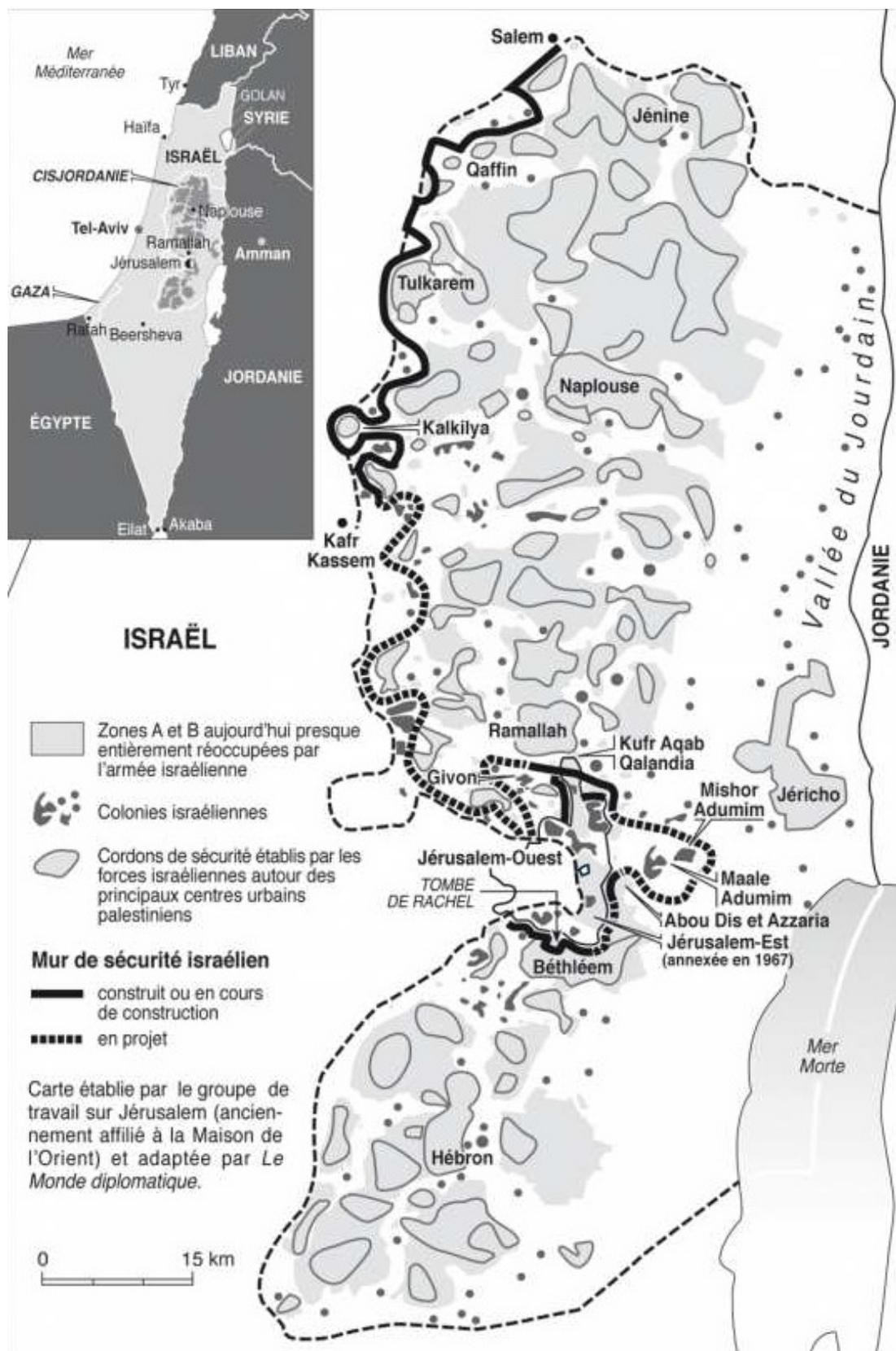
Si le mur de « sécurité » a incontestablement mis fin aux attentats suicides, beaucoup d'Israéliens pensent qu'on aurait pu trouver une autre solution pour éradiquer ces attentats.

En réalité, le sécuritaire est un prétexte. Lisons encore Matthew Brubacher :

« Pour l'instant [en 2002], Israël se focalise sur la construction de barrières pour couper les zones israéliennes de la population palestinienne. Dans le Nord, Israël a construit un mur qui traverse la zone de Qalandia afin de dissocier Jérusalem de Ramallah. A l'est, une paroi en béton a été érigée le long du mont des Oliviers pour couper les zones palestiniennes d'Abou Dis et d'Azzaria de Jérusalem. Dans le sud, un mur et une tranchée séparent Bethléem de Jérusalem et, de surcroît, entraînent l'annexion d'une partie considérable des dernières terres municipales palestiniennes. Israël annexe ainsi le site - sacré pour les juifs comme pour les musulmans - dit de la tombe de Rachel, pourtant situé bien à l'intérieur de Bethléem et bordé par deux camps de réfugiés.

Encouragé par l'absence de condamnation internationale de ces actions, le maire Ehud Olmert prépare également la construction d'un mur autour de Kufr Aqab et du camp de réfugiés de Qalandia. Situés dans la partie nord de la municipalité israélienne de Jérusalem, les habitants palestiniens de cette zone disposent de cartes de résidence de Jérusalem et paient des impôts, mais ils n'ont pas accès aux services municipaux. Au contraire, le check-point de Qalandia limite leurs possibilités d'entrer à Jérusalem. De plus, M. Olmert entend construire un mur additionnel pour couper ces zones de la Cisjordanie, enfermant ainsi leurs habitants dans une prison virtuelle.

Une fois le mur achevé, du nord de la Cisjordanie à Jérusalem, l'Etat hébreu aura annexé 7 % de la rive occidentale, dont 39 colonies israéliennes et environ 290 000 Palestiniens, 70 000 d'entre eux n'ayant pas officiellement le droit de résidence en Israël et donc pas le droit de voyager ou de bénéficier des services sociaux israéliens - alors même qu'Israël leur a supprimé tout moyen d'existence en Cisjordanie. Ces 70 000 Palestiniens connaissent une situation d'extrême vulnérabilité et seront sans doute progressivement forcés à émigrer. Si le mur s'étend vers le sud jusqu'à Hébron, on estime qu'Israël aura encore annexé 3 % supplémentaires de la Cisjordanie. » Ce texte a été publié en novembre 2002.



Le tracé du mur de "sécurité" ne suit pas la ligne verte. Son objectif réel est de séparer les colonies des villages palestiniens et de s'accaparer de l'eau et des meilleures terres de Cisjordanie. A noter que cette carte date de 2005.

Actuellement, le mur est long de 730 km, le parcours suivi par la barrière est complexe. La barrière suit la ligne verte – c'est-à-dire la frontière d'Israël et de la Cisjordanie d'avant 1967 – mais pénètre profondément à l'intérieur de cette même Cisjordanie pour intégrer des colonies juives.

Seulement 20 % du tracé du mur suit précisément la ligne verte qui est longue de 320 km. Le reste empiète dans le territoire cisjordanien pour englober la majeure partie des colonies israéliennes ainsi qu'une partie des puits les

plus importants de la région. Elle s'écarte à certains endroits de plus de 23 kilomètres de la ligne verte.

Des sections de la barrière sont construites sur des terres confisquées à des Palestiniens. Dans un compte rendu récent, l'ONU a précisé que le tracé le plus récent de la barrière prévoit davantage de segments construits sur la ligne verte elle-même en comparaison aux précédentes ébauches de tracé.

Le mur a donc un double objectif : Primo, intégrer au territoire israélien les colonies juives et isoler et encercler les Palestiniens de Cisjordanie ; secundo, à terme, en leur rendant la vie impossible, faire partir les Palestiniens de Cisjordanie et annexer la totalité de ce territoire jusqu'au Jourdain qui longe la frontière jordanienne.

Mais, nous le verrons dans le prochain chapitre, les choses ne se déroulent pas tout à fait comme les Israéliens le souhaiteraient. Les Palestiniens s'accrochent et très peu envisagent de s'en aller.

Le mur de la fin ?

L'histoire a montré qu'aucun mur de séparation, qu'aucune muraille, qu'aucune forteresse n'a tenu. L'homme ne se protège pas en se barricadant.

La RDA a disparu suite à la chute du mur de Berlin. Israël pourrait bien ne pas se remettre de la fin du mur de séparation. Le projet sioniste qui, au départ, était animé par la volonté de libérer le peuple Juif en lui donnant une terre, est mort depuis longtemps. Il a été accaparé par les nationalistes et les religieux qui tiennent le haut du pavé. La société israélienne a profondément changé depuis 1967. Elle porte en elle de terribles contradictions qu'elle n'arrive pas à surmonter.

Est-ce irréversible ? Sans doute non, mais cela impliquera un profond changement culturel et moral.

Le bon sens montre qu'en emprisonnant le peuple voisin, on enferme son propre peuple. Ce mur est en outre une aberration morale. Il est insupportable, tout simplement.

Tout être vivant meurt bien un jour !

Le dernier soir, nous sommes allés « contempler » le mur une dernière fois. Nous avons rencontré un journaliste Palestinien de Bethléem. Il nous a expliqué toute la problématique du mur. Il est en quelque sorte le gardien de sa mémoire. En effet, il photographie tous les tags nouveaux, la répression de l'armée et des milices privées israéliennes. Il publie tout cela dans son journal. Notre guide Rebecca y a laissé la signature de notre groupe. Je lui laisse le soin de publier elle-même son « œuvre » que nous considérons comme une petite bouteille d'eau jetée sur un océan d'oppression.

Dans la soirée, Rebecca avait rendez-vous avec ce journaliste militant. Il est venu la chercher à l'hôtel avec sa voiture. Comme son véhicule est assez ancien, sa portière ne ferme plus très bien. En sortant près du mur, il utilise un couteau de cuisine pour enclencher la serrure. Voyant cela, une patrouille de la police israélienne les arrête. Le couteau de cuisine est une arme prohibée ! Les flics emmènent le journaliste et Rebecca de l'autre côté du mur en territoire israélien. Elle avait laissé son passeport à l'hôtel. Suite à cela, ils ont été retenus jusqu'à 1h du matin, puis ont été relâchés. Quant aux explications, on les attendra encore longtemps.

Ce petit incident est révélateur des méthodes de harcèlements des militaires, de la police et des milices privées israéliennes et de la tension permanente qui est entretenue non seulement par le mur, mais aussi par les incursions des forces israéliennes qui entretiennent la peur.

On constate que les tags sur le mur expriment aussi la solidarité internationale à l'égard du peuple Palestinien.

On constate que les tags sur le mur expriment aussi la solidarité internationale à l'égard du peuple Palestinien.

Un débat à propos du mur se déroule entre les Palestiniens : en taguant ce mur, ne donne-t-on pas la beauté à cette horreur ? En effet, il y a de véritables œuvres d'art dont l'une a été vendue à 500 000 Euros ! Voici la réponse à cette question, bien typique de l'esprit Palestinien : « *En le peignant nous rendons ce mur vivant et tout être vivant meurt bien, un jour !* ».

Suite : Chapitre II : les ghettos colonialistes

[Le blog de Pierre Verhas](#)